

Centre de Lutte contre l'Impunité et  
l'Injustice au Rwanda (CLIIR)  
Rue de la colonne 54/4  
1080 BRUXELLES  
Tél/Fax : +32 816 011 13  
Mobile : +32 487 616 651 / +32 488 534 743  
Email: [info@cliir.org](mailto:info@cliir.org)  
Site web: [www.cliir.org](http://www.cliir.org)  
[@cliir\\_org](mailto:@cliir_org)



CLIIR, un regard impartial

---

***Déclaration du 10 décembre 2018 pour le 70<sup>ème</sup> anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme : Sortir de la servitude imposée.***

**Rwanda : Sortir de la servitude et de l'insécurité imposées au peuple rwandais par la mafia du président Paul KAGAME**

*« La paix n'est pas un bien que l'on possède, mais un bien que l'on conquiert ».*

**INTRODUCTION :**

**Le peuple rwandais vit dans l'humiliation et dans l'insécurité totale. Il est corvéable et taillable à merci.** L'opresseur est un groupuscule de criminels rassemblés autour du président Paul KAGAME qui accapare et contrôle tous les pouvoirs militaire, politique et économique. Ce peuple ne vit pas dans la paix et la justice. **Il est terrorisé, trompé, colonisé et racketté** par une véritable Mafia dont les crimes sont couverts par le parti unique : le Front Patriotique Rwandais (FPR). Ce mouvement politico-militaire règne par la terreur, le mensonge et la corruption généralisée. Bref, le peuple rwandais est un des peuples les plus humiliés de la planète. Particulièrement, depuis qu'il est pris en otage par ce noyau de criminels sans frontières qui ont massacré en Uganda, au Rwanda, en République Démocratique du Congo et ont assassiné des réfugiés rwandais dans plusieurs pays africains.

**Sous le régime totalitaire du Rwanda, l'usage de la terreur, du mensonge et de la corruption empêche les citoyens rwandais de vivre en paix et dans la dignité.** La justice est impossible car l'arbitraire règne à tous les niveaux. Les institutions officielles de l'Etat Rwandais sont noyauté, contrôlées et paralysées par ce petit noyau de chefs militaires et politiques du FPR qui jouit d'un « *pouvoir occulte* ». Une sorte de « *gouvernement parallèle* » qui gère le pays par la terreur, le mensonge, la corruption. Il orchestre les meurtres, les enlèvements, les disparitions forcées, le racket, le chantage, les spoliations des biens mobiliers et immobiliers appartenant à des propriétaires de biens assassinés, emprisonnés ou contraints de s'exiler. Les pillages des ressources naturelles à l'intérieur et à l'extérieur du pays constituent une autre source d'enrichissement pour cette mafia insatiable et dont la soif de richesse est légendaire.

**La paix est impossible, car le peuple rwandais se sent colonisé et humilié :**

De part sa signification étymologique (du latin *pax*), le mot paix signifie un « *pacte* » scellé entre deux ou plusieurs adversaires parvenus à conclure un accord. Ainsi, dans son sens

premier, le mot paix ne désigne pas une situation – « être en paix », « avoir la paix », « vivre en paix », « construire la paix ». **La paix n'est pas un bien que l'on possède, mais un bien que l'on conquiert.** La paix se construit par un acte de la volonté, une décision.

Originellement, le mot paix ne signifie donc pas un « état de non guerre », l'absence de guerre, mais **un accord entre deux belligérants qui signent un « traité de paix ».**

**La paix est un pacte entre deux ennemis qui décident de mettre un terme à leurs hostilités et de fixer ensemble les modalités d'une coexistence pacifique.** Une fois la paix acquise, celle-ci procure à chaque citoyen des deux camps adverses la sécurité (du latin sine cura, sans souci) qui lui permet de vivre à l'abri des dangers.

Le peuple rwandais n'a pas été libéré, il est pris en otage et se sent victime d'une sorte d'occupation par un groupe d'individus qui se comportent comme des colons sans scrupules.

Pour instaurer la paix, **il faudra que le peuple rwandais négocie avec le chef de cette mafia, à savoir le président Paul KAGAME.** Pour réussir ces négociations destinées à libérer le pays de la mainmise de cette mafia, la société civile rwandaise (qui englobe les confessions religieuses) devra jouer son rôle de « *garde-fous* » pour sensibiliser et orienter le peuple rwandais qui souffre de cette tyrannie.

### **Sortir de la servitude, c'est refuser l'humiliation sous toutes ses formes :**

**Il n'y a pas de servitude honorable ni de tyran innocent.** Le régime totalitaire du Rwanda se targue d'avoir réussi un « *décollage économique* » qui se traduit par des immeubles impressionnants dans la capitale Rwandaise. Pourtant les citoyens rwandais souffrent de la misère la plus abjecte, vivent dans la terreur et subissent une répression policière insupportable. Les opposants politiques sont tués, emprisonnés arbitrairement, d'autres sont enlevés, intimidés, torturés et humiliés. **L'asservissement du peuple rwandais est un malheur et un crime contre l'humanité.** Le peuple doit changer de mentalité, revoir la limite entre l'**obéissance légitime** et raisonnable et la **servitude inacceptable** comparable à l'esclavage. Le peuple rwandais ne doit pas désespérer et se résigner à préférer la servitude à l'anarchie. C'est cette résignation qui permet à la tyrannie de se maintenir longtemps.

Martin Luther King nous enseigne ce qui suit : « **Les opprimés réagissent de trois façons différentes à l'oppression.**

**La première est l'acceptation** ; ils se résignent à leur sort. Tacitement, ils s'adaptent à leur situation, et par là-même, finissent par y être conditionnés. Tout mouvement de libération a connu le cas de ces opprimés qui préfèrent le rester. (...)

Il est un sentiment étrange que l'on pourrait appeler la libération par la lassitude. Certaines personnes sont tellement usées par le joug de l'oppression, qu'elles cessent complètement de résister. C'est dans cette fausse liberté, dans cette résignation que sombre si souvent la vie de l'opprimé<sup>1</sup>».

**La seconde attitude consiste à réagir par la violence physique et la haine.**

Souvent, la violence obtient des résultats éphémères. De nombreuses nations ont conquis leur indépendance sur les champs de bataille. Mais malgré ces victoires, **la violence n'apporte jamais de paix durable.** Elle ne résout aucun problème social ; elle en crée simplement de nouveaux, qui sont plus complexes que ceux d'avant.

---

<sup>1</sup> **La résistance non-violente - Martin Luther King** Extraits de "Combats pour la liberté" (1958) ;

**La troisième voie ouverte aux peuples opprimés est celle de la résistance non-violente.**

Comme la "synthèse" dans la philosophie hégélienne, le principe de la résistance non-violente tente de concilier ce qu'il y a de vrai dans les deux autres - acceptation et violence - tout en évitant les extrêmes et l'immoralité de l'une comme de l'autre.

Le résistant non-violent reconnaît, comme ceux qui se résignent, qu'il ne faut pas attaquer physiquement l'adversaire ; inversement, il reconnaît, avec les violents, qu'il faut résister au mal. **Il s'abstient à la fois de la non-résistance du premier et de la violence du second.** Grâce à la résistance non-violente, les individus, les groupes n'ont plus besoin de se résigner au mal, ni de recourir à la violence.

**Se résigner ce n'est pas la solution, il faut refuser l'inacceptable.**

**Accepter passivement un système injuste, c'est en fait collaborer avec ce système.** L'opprimé devient par là aussi pêcheur que l'opprimeur. Ne pas collaborer au mal est une obligation morale, au même titre que collaborer au bien. **L'opprimé ne doit jamais laisser en repos la conscience de l'opprimeur.** La religion rappelle à tout homme qu'il est "le gardien de son frère". Accepter passivement l'injustice – les exclusions et les discriminations - revient à dire à l'opprimeur que ses actes sont moralement bons. C'est une façon d'endormir sa conscience. Dès cet instant, l'opprimé cesse d'être le gardien de son frère. **L'acceptation, si elle est souvent la solution de facilité, n'est pas une solution morale : c'est la solution des lâches».**

C'est la **résistance non-violente** qui permettra au peuple rwandais de rester maître de son destin chez lui au Rwanda et d'y combattre pour faire respecter ses droits, sa dignité et sa souveraineté. La solution n'est pas dans la fuite. Exister, c'est résister par la non-violence.

**Premièrement, si le non-violent est passif, en ce sens qu'il n'agresse pas physiquement l'adversaire, il reste sans cesse actif de cœur et d'esprit et cherche à le convaincre de son erreur.** C'est effectivement une tactique où l'on demeure passif sur le plan physique, mais vigoureusement actif sur le plan spirituel. Ce n'est pas une non-résistance passive au mal, mais bien une résistance active et non-violente.

En second lieu, **la non-violence ne cherche pas à vaincre ni à humilier l'adversaire, mais à conquérir sa compréhension et son amitié.** Le résistant non-violent est souvent forcé de s'exprimer par le refus de coopérer ou les boycotts, mais il sait que ce ne sont pas là des objectifs en soi. **Ce sont simplement des moyens pour susciter chez l'adversaire un sentiment de honte.** Il veut la rédemption et la réconciliation. **La non-violence veut engendrer une communauté de frères, alors que la violence n'engendre que haine et amertume.**

Troisièmement, c'est une méthode qui s'attaque aux forces du mal, et non aux personnes qui se trouvent être les instruments du mal. **Car c'est le mal lui-même que le non-violent cherche à vaincre, et non les hommes qui en sont atteints.** Quand il combat l'injustice raciale, le non-violent est assez lucide pour voir que le problème ne vient pas des races elles-mêmes. Le problème, c'est la soif de richesses de la mafia au pouvoir au Rwanda.

Fait à Bruxelles, le 10 décembre 2018

Pour le Centre, MATATA Joseph, Coordinateur



**CLIR\*** : Le Centre de Lutte contre l'Impunité et l'Injustice au Rwanda est une association de défense des droits humains basée en Belgique, créée le 18 août 1995. Ses membres sont des militants des droits humains de longue date. Certains ont été actifs au sein d'associations rwandaises de défense des droits humains et ont participé à l'enquête CLADHO/Kanyarwanda sur le génocide de 1994. Lorsqu'ils ont commencé à enquêter sur les crimes du régime rwandais actuel, ils ont subi des menaces et ont été contraints de s'exiler à l'étranger où ils poursuivent leur engagement en faveur des droits humains.